

La responsabilité sociale et environnementale des acteurs économiques

Prendre au sérieux la responsabilité personnelle...

Conférence de Gabriel MARC

(Ancien président du CCFD-Terre Solidaire, Ancien Administrateur de l'INSEE)

à GRAMAT, le vendredi 16 octobre 2009

En proposant une réflexion sur la responsabilité des acteurs économiques, le CCFD a fait involontairement œuvre prophétique. Les crises donnent une forte actualité à ce thème. Nous sommes contraints désormais de nous poser des questions antérieurement dissimulées dans la prospérité : qui est et de quelle manière responsable du prodigieux dérapage dont nous enregistrons les effets sans pouvoir a priori y faire quelque chose.

C'est ce que je propose d'examiner avec vous ce soir, en référence aux multiples crises dans lesquelles nous nous battons pour survivre.

Avant le déclenchement de la panique financière nous prenions sans nous interroger ce que le système international nous apportait, en bien et en moins bien.

Du coup, nous ne nous interrogeons pas sur les responsabilités dans la vie économique. Ce ne sont pas des préoccupations qui nous étaient familières. Les choses allaient à peu près bien, même si nous les trouvions insuffisamment productrices de bonheur et si nous manifestations dans la rue parce que nos revenus croissaient moins vite que nos désirs.

Nous étions contents de recevoir du crédit pour nos dépenses courantes et nos investissements, nous placions nos économies éventuelles de manière à ce qu'elles rendent du jus, nous nous réjouissions de pouvoir acheter des biens consommables et des services à toujours meilleur marché, même s'ils viennent de Chine ou d'Inde ou d'une malheureuse Afrique que l'on dépouille de ses richesses à bas prix. Nous devenions assez soucieux par ailleurs de voir les climats changer et de pâtir à l'occasion d'une pollution épisodique mais nous ne faisons encore pas grand-chose pour éviter de la créer. Quant à la pauvreté de la moitié de l'humanité, voire la misère, la disette même ou la famine, cela ne nous émouvait que le temps d'un documentaire à la télé ou d'une campagne du CCFD ou du Secours Catholique. Cela ne nous concerne pas vraiment. Et pourtant, même dans notre pays, bien qu'une fraction non négligeable de la population française connaît désormais la faim et le logement précaire faute d'être acceptée sur le marché du travail. Ces laissés pour compte sont contraints de recourir à la charité privée : restaurants du cœur, Secours Catholique et Secours populaire, Armée du Salut, etc.

C'est ainsi que nous avons vécu grosso modo ces dernières années. Quand je dis nous, j'ai surtout en tête les classes moyennes, celles qui, dans une distribution des revenus vont de 20 à 80 % du total des ménages, entre 20 % de pauvres marginalisés et 20 % de riches et super riches insolents. Une majorité donc de près des deux tiers des Français.

Et puis voici que depuis plus d'un an un nuage noir traverse notre horizon. Une quintuple crise se manifeste dont nous subissons plus ou moins les effets. Crise de la finance internationale et du système bancaire : le crédit devient plus difficile à obtenir. Crise économique : la croissance patine et même régresse, on parle de récession. Crise sociale : le chômage augmente, les grandes entreprises multinationales dégraissent, comme on dit, en sacrifiant en masse leurs salariés et en recourant aux délocalisations. Crise alimentaire : depuis deux ans la population qui ne mange pas à sa faim et n'a que de l'eau croupie à boire a spectaculairement augmenté, dépassant le milliard d'humains. Crise climatique : le réchauffement n'est plus une chimère sortie de quelques militants verdoyants, cela devient un enjeu politique parce que nous en pâtissons tous de plus en plus. Crise des matières premières et des ressources énergétiques qui se font rares et deviennent les enjeux d'une spéculation qui fait monter artificiellement les prix.

Notre tentation est grande alors de rejeter sur d'autres les responsabilités parce que nous nous positionnons essentiellement comme victimes. Je voudrais ce soir nous révéler à nous mêmes que la crise n'est pas étran-

gère, bien au contraire, à nos responsabilités en tant que citoyens, consommateurs, épargnants investisseurs et travailleurs. Nous sommes des agents économiques et nous sommes nombreux, des centaines de millions, voire des milliards à travers le monde. Si nous sortions de l'anesthésie dans laquelle le système mondial nous enferme, pour nous unir et refuser un monde devenu dangereux, nous pourrions donner vie à un autre monde. Il faudrait pour cela se libérer des séductions et des tranquillisants qui nous sont administrés tout au long de la journée, et sortir de l'illusion de toujours pouvoir réussir à s'en sortir tout seul.

Cela n'exonère pas les autres acteurs de responsabilités et je vais en faire rapidement le tour mais je vais ensuite développer surtout ce qui nous concerne, nous les ménages de classes moyennes, et aussi bien sûr les ménages les plus riches que nous d'argent et de pouvoir.

1. Les acteurs de la finance. La crise a débuté dans ce gigantesque système financier il y a dix-huit mois. On en connaît maintenant les principales raisons grâce aux médias, qui ont désormais un peu de recul pour nous aider à comprendre après coup. Depuis vingt ans au moins, davantage aux Etats-Unis d'où tout est parti, une dérégulation du crédit et une abondance d'argent – on dit de liquidités dans le jargon spécialisé – ont donné les moyens de gagner beaucoup d'argent supplémentaire à des organismes de crédit : banques, assurances, agences de crédits immobiliers, fonds de pension, fonds spéculatifs. Pour cela le risque à court terme a pris le pas sur les investissements à long terme. Il fallait que l'argent rapporte vite et beaucoup, grâce à des montages spéculatifs sophistiqués élaborés par les célèbres traders qui y avaient un intérêt personnel considérable en accumulant des récompenses, des bonus, après chaque opération réussie. Les organismes financiers ont pris doublement des risques exorbitants. Ils ont prêté jusqu'à plus de trente fois le montant de leurs fonds propres appartenant à un petit groupe d'actionnaires, alors que le ratio raisonnable c'est de ne pas dépasser six ou huit fois. D'autre part ils ont encouragé le peuple américain à vivre essentiellement à crédit sans avoir besoin d'épargner et ont prêté beaucoup d'argent à des ménages manifestement impécunieux mais désireux de bâtir leur maison, le risque de non-paiement étant assumé par la revente des logements impayés sur un marché de demande abondante. Les organismes de crédit ont transformé le montant des prêts immobiliers qu'ils avaient consentis en titres, c'est ce que l'on a appelé la titrisation. C'est-à-dire en obligations qui, jointes à d'autres valeurs, ont été mises sur le marché, et les banques du monde entier en ont acheté en masse car le rendement était élevé. Et puis le marché immobilier américain s'est effondré, et du coup les titres en question ont perdu toute valeur et leurs possesseurs n'ont plus eu de liquidités suffisantes pour y faire face faute de fonds propres. Tout le système financier international a subi un tsunami qui a marqué un coup d'arrêt à la croissance économique, paralysée tout à coup faute de ce lubrifiant qu'est le crédit. Une grande banque américaine, Lehmann Brother, a fait faillite ainsi qu'une très grande compagnie d'assurance, ce qui a donné le signal d'une crise internationale des paiements.

Comme vous le savez sans doute, les Etats sont venus à la rescousse à coups de sommes extravagantes en s'endettant pour cela sur le dos des contribuables de demain. Selon les pays, les Etats ont pris des participations dans le capital des banques (le nôtre l'a fait pour Dexia), ou bien avancé de l'argent à un taux d'intérêt qui leur rapporte, ou bien ont créé des organismes qui achètent aux banques en difficulté une part de leurs avoirs toxiques pour qu'elles repartent sur de bons pieds. En somme les Etats ont fourni des fonds propres qui manquaient aux banques pour assumer leur rôle en faveur de l'économie et des entreprises afin de faire repartir la croissance. On en est là car les banques ne jouent pas le jeu malgré tous les soutiens publics qu'elles ont reçu dont les contribuables que nous sommes auront la charge. Elles ne prêtent encore qu'au compte-goutte aux ménages pour la consommation et l'investissement et aux entreprises moyennes en recherche de trésorerie ou de financement d'investissements, ce qui contraint un grand nombre d'entre elles à la faillite. Pendant ce temps elles reconstituent leurs fonds propres en augmentant les tarifs de leurs services et en recourant de plus belle aux profits spéculatifs. Les plus grandes banques américaines se donnent pour stratégie de grossir le plus possible pour former un bloc, une sorte de bunker capable de résister victorieusement aux injonctions réglementaires des Etats. Elles savent que si l'on attend à leur privilège c'est l'ensemble du système financier international qui en pâtira. On ne peut rien contre elle, sauf si tous les Etats du Monde s'accordaient pour le soumettre à la raison. Faute de cela une autre crise financière se manifesterà dans cinq ou six ans, car on reproduit ainsi la situation qui prévalait avant la crise et qui l'a déclenchée.

Voilà pour la crise financière. Ses principaux acteurs sont donc les institutions financières prises de folie et les Etats contraints de se substituer à elles pour éviter une crise totale comme en 1929. Tout cela se passe au-dessus de nos têtes et nous n'y comprenons pas grand-chose.

2. En revanche, la crise économique est plus proche de nous car la croissance à laquelle nous étions habitués n'est plus au rendez vous et risque de se faire pâle pendant un an ou deux encore, sans présumer des suites à plus long terme. Faute de crédits de fonctionnement les PME, mais aussi les entreprises de plus grande taille, se trouvent en difficulté pour produire davantage. Les consommateurs qui tractaient la croissance ces der-

nières années n'ont plus autant de moyens et, craignant le chômage, s'efforcent de moins consommer et d'épargner davantage au cas où. Par ailleurs ils ont de la peine à trouver du crédit pour la consommation à un taux acceptable. Faute de demandes la production stagne ou régresse.

C'est ce que nous pouvons percevoir à portée de regard. Ce qui nous touche avant tout ce sont les licenciements massifs dans des entreprises qui appartiennent de fait, qu'on le sache ou pas, à des fonds de pension ou des fonds mutuels – de type SICAV - pour la plupart étrangers. Depuis des années ces fonds sont avides de profits pour acculer des réserves pour les besoins qu'ils sont censés couvrir, notamment les retraites, ou pour satisfaire des actionnaires devenus trop gourmands. Pour cela il est nécessaire que les entreprises dont ils sont actionnaires dégagent une marge distribuable importante, souvent de l'ordre de 15 % faute de quoi ils reprendront leurs billes pour aller chez un concurrent plus performant. Alors les entreprises de production, pour dégager des marges aussi élevées sont obligées de comprimer la masse salariale, en pesant sur les salaires, en remplaçant les salariés par des machines ou des logiciels, ou en délocalisant vers des pays à bas coût de main d'œuvre. La crise économique a fourni le prétexte à des licenciements massifs dont certains entrepreneurs reconnaissent maintenant qu'ils ont été excessifs. Mais les grandes entreprises internationales demeurent et grandissent en s'associant ou en s'absorbant l'une l'autre tout autant qu'avant la crise.

3. La crise sociale. Celle-là nous est proche et nous en sommes assez souvent victimes, soit par nous-mêmes soit par des parents ou amis. Le chômage et la précarité s'inscrivent massivement dans notre horizon. Ceux qui ne jouissent pas d'un emploi protégé craignent d'être atteints par ce virus, ce qui les démobilise et les rend dociles dans leur emploi actuel, quitte à subir des cadences mortifères. Les causes structurelles que je viens d'évoquer à propos des entreprises et de l'économie ne laissent pas augurer d'un repli rapide d'un chômage qui au contraire augmente partout. Une sorte de redistribution mondialisée de la force de travail pèse sur notre marché national de l'emploi malgré les efforts faits par les gouvernements.

4. La crise écologique n'est pas d'hier mais elle constitue une composante de plus en plus dominante de la crise globale de l'humanité contemporaine et à venir. On ne peut plus concevoir de réforme des systèmes productif ou financier sans la prendre en compte, bien qu'elle ne préoccupe guère encore les grandes entreprises et les grands financiers pour qui la nature est avant tout une source de profits. On en connaît les manifestations dans nos propres vies désormais. Il n'est donc pas nécessaire que je les énonce. Elle est plus grave que nous le pensons et elle devrait prendre plus de place dans nos décisions. La principale des causes retenues est l'émission de CO² et les gouvernements s'efforcent depuis quelques années de les limiter. Cela en France alimente le débat, avec le Grenelle de l'environnement et le récent succès inattendu des Verts aux élections européennes. Sur le plan international c'est plus compliqué car les intérêts ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Et les nouveaux pays émergents en pleine croissance à leur tour rejoignent les grands pollueurs de l'atmosphère. On ne saurait le leur reprocher : c'est naturel dans la mesure où ils abordent l'ère de ce que fut notre propre prospérité occidentale au cours des deux derniers siècles. Pendant que l'on discute, des entreprises géantes détruisent la forêt primitive de la planète, forcent les terres qu'elles épuisent, surpêchent les poissons, réduisent la diversité des espèces, etc.

5. La crise de l'Etat. Car il existe une crise de l'Etat. Le ralentissement de la croissance amenuise les ressources fiscales alors que bien des dépenses sont incompressibles. L'écart entre ressources et emploi qui se creuse dangereusement est comblé par le recours à l'emprunt. L'Etat ne peut guère en effet recourir à l'impôt ou à la cotisation sociale alors que tous deux sont déjà à un niveau élevé et parce qu'en pleine crise cela serait politiquement impossible. La dette publique augmente donc de manière spectaculaire et oblige à pulvériser les accords européens de Maastricht qui avaient été conclus pour éviter une inflation destructrice de valeurs. La crise financière a nécessité la disposition de sommes considérables, des milliers de milliards d'euros ou de dollars. Cela a encore creusé les déficits jusqu'à 7 ou 8 % du PIB, là où Maastricht les limitait à 3 %. Le plus grave est l'impuissance des Etats à faire régner de l'ordre en réglementant les transactions financières des grandes banques. Celles-ci se dégagent rapidement des soutiens des Etats en remboursant ce qui leur a été prêté de manière à être libres de toute pression publique. C'est la logique même du capitalisme : pas d'Etat chez nous.

6. La crise alimentaire et la pauvreté des tiers mondes entrent davantage dans le champ d'action du CCFD et des autres grandes ONG internationales. En 2007 la communauté internationale et les opinions publiques se sont réveillées un beau matin en découvrant une crise des subsistances rendue sensible par des émeutes de la faim en divers continents. Il y a en ce moment des famines en Inde, un pays émergent pourtant. On s'est rendu compte que l'on n'avait rien fait depuis des années pour augmenter la production de vivres alors que les entreprises agroalimentaires occupaient des terres agricoles pour des productions destinées à notre consommation de pays riche. Il y a eu un moment d'émotion, les instances internationales ont promis des soutiens accrus mais se sont gardées de tenir leur promesse : le PAM (Programme alimentaire mondial) par exemple n'a plus d'argent pour cette année. On va donc vers des crises alimentaires graves et aggravées de surcroît par les an-

nées de mauvaise récolte et par la spéculation boursière. L'année 2008 a connu des récoltes de céréales meilleures qu'en 2007, alors on n'en parle plus. L'année 2009 ne sera pas faste. Faute de solidarité des pays riches, l'effectif des affamés et assoiffés a cru en deux ans de 150 millions d'êtres humains, portant le total à plus d'un milliard.

D'une manière plus générale la situation de pauvreté ne s'est améliorée ces dernières années que dans un groupe de pays dits émergents. Certains ne peuvent plus être considérés comme vraiment sous-développés en raison de leur puissance sur le marché mondial mais, même en Chine, l'amélioration réelle du niveau de vie ne concerne qu'une fraction minoritaire - un petit quart - de la population de sorte qu'à l'échelle mondiale on peut affirmer que largement plus de la moitié de l'humanité reste pauvre, voire misérable.

J'en ai fini avec ce panorama des acteurs du monde présent et des décisions incohérentes qu'ils prennent. J'ai gardé pour la bonne bouche, en seconde partie, la responsabilité économique des ménages. En effet : au point où j'en suis, certains de vous doivent penser qu'ils ne sont pas venus ce soir seulement pour comprendre un peu plus que par les médias ce qui se passe dans le monde, mais avec la question : et moi ? Et moi ? En quoi suis-je concerné ? Qu'est ce que je eux faire dans ce bazar gigantesque qui soit à la taille de mon ménage ? C'est l'objet de ce qui va suivre.



La responsabilité des ménages

Ce n'est pas difficile à comprendre : chacun de nous est avant tout travailleur et consommateur, mais aussi épargnant et propriétaire d'un patrimoine. Même peu rémunéré et peu fortuné, chacun est donc acteur de la vie économique et à ce titre peut ou bien céder à la pente consumériste à laquelle le convie la publicité marchande harcelante ou bien raisonner sa consommation en établissant un budget de dépenses courantes ou d'investissements.

Pour vous donner une idée voici quelques chiffres qui illustrent le "pouvoir des ménages" dans l'économie de la France. Ils concernent l'année 2008 qui n'est pas la meilleure référence à cause de la crise. Le PIB de la France a été de 1950 milliards d'euros. Le revenu des ménages de 1285 milliards d'euro, leur consommation de 1090 milliards d'euros et leur épargne brute de 200 milliards d'euros. **Les ménages c'est nous.** Que faisons-nous pour gérer une telle masse d'argent au mieux du bien commun et pour éviter la crise ?

Je vous étonnerai peut-être en disant que pris ensemble les consommateurs sont un des deux moteurs de l'économie mondiale, l'autre étant les grands investisseurs. A ce titre ils portent, nous portons une responsabilité dans une crise de court terme mais aussi dans la crise de l'emploi et des salaires dont nous nous plaignons par ailleurs. Autrement dit, sans y penser nous jouons contre nous-mêmes. C'est étonnant, non ?

Voici en résumé comment cela se passe. La tendance des gouvernements depuis des années a été de maîtriser l'inflation, donc de juguler les prix. Tout en protestant contre la vie chère, nous nous sommes précipités sur la masse des biens disponibles dont le prix n'a cessé de baisser en valeur constante. C'est vrai dans tous les domaines, qu'il s'agisse des biens manufacturés ou qu'il s'agisse des services. Mais comment ceux qui inondent le marché obtiennent-ils ces prix à la baisse ? Il y a eux manières : ou bien en comprimant la masse salariale c'est-à-dire en licenciant la main d'œuvre pour la remplacer par des robots et des logiciels qui travaillent vingt quatre heures sur vingt quatre, ne sont pas malades et ne font pas grève, ou bien en recourant à la main d'œuvre des pays à bas coût et sans protection sociale, et aussi en sous-payant les fournisseurs de matières premières, ceux des tiers mondes et ceux de nos pays. Nos paysans sont au bord de la faillite et on le voit bien avec les producteurs de lait, de fruits et légumes. Il en va de même des artisans et PME qui ne peuvent supporter la concurrence. Et nous, nous nous précipitons dans les grandes surfaces, en délaissant les marchés locaux, les commerçants et artisans de proximité, tout contents d'avoir sous la main tout ce qu'il faut sans multiplier les déplacements chez les commerçants et de payer moins cher qu'ailleurs.

Devenir acteur responsable, en quoi cela pourrait-il consister ? Les évêques de France et tout récemment le Pape Benoît XVI dans son encyclique ouvrent quelques voies qu'empruntent déjà parfois depuis longtemps des associations. Les premiers ont émis en 1982 un "appel à de nouveaux modes de vie", le second renchérit en demandant que nous inventions d'autres styles de vie. Nous pouvons en tenir compte dans l'établissement de nos budgets familiaux de dépenses. Mais le Pape précise aussi que cela aura plus de poids si l'on s'associe et il recommande le renforcement des associations de consommateurs et des syndicats. Voilà ce qui peut nous faire réfléchir à nos comportements et sur leur impact dans l'économie et la finance.

Pour nos achats et aussi nos placements, le Pape recommande aussi le recours à un tiers secteur qui produit de la valeur sans rémunérer des actionnaires gourmands, formé des entreprises qui se situent entre les entreprises capitalistes et celles d'Etat. C'est ce que l'on appelle chez nous "l'économie sociale solidaire" : coopératives, mutuelles, associations, fondations. En France elles emploient déjà en 200.000 unités 2.100 000 salariés, soit un sur dix des emplois. Il est indispensable d'y recourir davantage.

De même il est possible de faire une plus grande place dans nos budgets à une solidarité avec les peuples de la pauvreté pour aider au développement des plus dynamiques. Cela par la participation sous forme de dons financiers aux grandes ONG et leurs réseaux internationaux comme le CCFD ou le Secours Catholique. Il faut noter que pour l'instant les deux tiers des dons faits à ces ONG sont défalqués de l'impôt dû sur le revenu. C'est donc une opération peu coûteuse qui devrait inciter à une plus grande générosité.

Et puis, je l'ai dit, nous sommes des épargnants, près de 200 milliards d'euros en 2008. Que faisons-nous de cette épargne ? Il y a certes l'épargne de précaution pour les mauvais jours ou en vue d'un achat important. Mais ce n'est pas tout, nous plaçons nos économies aussi sur le marché en demandant à notre banquier de gérer les fonds placés de telle manière qu'ils aient un rendement maximum. C'est aussi l'intérêt du banquier qui prélève des pourcentages de gestion. Pour cela La plupart du temps on souscrit à des OPCVM (Organismes de placement en commun de valeurs mobilières : SICAV et FCP) sans se soucier de leur composition, du moment qu'ils rapportent. De cette manière on entre par inadvertance dans le système qui comprime les salaires et réduit l'emploi pour maximiser les profits à distribuer.

Or il existe des alternatives désormais. Il y a des fonds éthiques et des fonds de partage. Les premiers, à l'expérience, s'avèrent de bon rapport. Un comité d'éthique donne un avis sur les valeurs retenues dans le fond, pour écarter par exemple des fabricants d'armes ou les entreprises qui ne respectent pas le code du travail. Les seconds sont solidaires et c'est au CCFD que le premier a été conçu sous ma présidence. C'est le FCP Faim et développement. Le CCFD en a créé un autre depuis, destiné plus particulièrement aux pays de l'Est nouvellement libérés de la tutelle soviétique. C'est la SICAV Eurco-Solidarité, dont j'ai présidé le conseil d'administration pendant plusieurs années. Le mécanisme est le suivant : celui qui place des économies sur ces fonds accepte au départ de ne toucher qu'un pourcentage du rendement annuel, en général un quart ou un demi, l'autre partie est versée à une ONG définie au départ. Cette partie est déductible à 66 % de l'impôt sur le revenu. Il y a d'autres formules qui se sont développées depuis dans la même intention dans toutes sortes de domaines sociaux.

Que fait le CCFD de l'argent ainsi collecté sur les placements ? Pour leur emploi il a créé, toujours sous mon mandat de président, une société commerciale dont la destination est la création d'entreprises dans les tiers mondes avec des gens démunis de capitaux et que les banques locales n'acceptent pas au crédit. C'est la SIDI (Société d'investissement et de développement international). Après 25 années d'existence elle a acquis une expérience qui lui confère une bonne réputation. Elle vient de hausser son capital à 13 Millions d'Euros alors que nous avons débuté en 1983 avec un capital de 500.000 Francs ! Elle finance principalement des petites banques associatives dans divers pays qui pratiquent le micro-crédit, une manière de faire imaginée par un Bangladais, Mohamad Yunus, qui a reçu depuis le prix Nobel de la Paix. Le microcrédit fonctionne aussi en France avec succès, par exemple par l'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique) qu'anime Maria Novak, celle qui a importé en France les initiatives de la Grameen Bank de Yunus, ou la fondation France Active, ou encore la NEF (Nouvelle économie fraternelle).

Dans son encyclique récente Benoît XVI insiste fortement sur le soutien du micro-crédit et cela devrait interpeller les consciences chrétiennes.

La SIDI est une société anonyme et a donc des actionnaires qui acceptent évidemment de ne pas être rémunérés. Parmi eux, cela va de soi, le CCFD, mais aussi deux congrégations religieuses féminines, et une association d'actionnaires privés formé de particuliers comme vous et moi. Il y a aussi des coopératives, des mouvements, des fondations.



J'espère vous avoir montré que l'engagement citoyen est possible et surtout nécessaire pour faire pièce au système dont on se réjouit candidement des avantages douteux et dont on se plaint par ailleurs qu'il ne satisfasse pas tous nos désirs de consommer. Il est naturellement évident que quelque action que nous menions les uns et les autres elle ne peut avoir d'efficacité que collective. Les collectifs alternatifs dans notre pays sont insuffisamment fréquentés si on compare avec les pays anglo-saxons et les pays scandinaves. et il ne faut pas se plaindre lorsque l'on se dispense d'y participer et que l'on est impuissant devant une décision d'Etat ou d'en-

treprise. Il faut donc y participer davantage. De sorte que nous n'avons à nous en prendre qu'à nous si les décisions économiques et sociales discutables ne sont pas discutées collectivement par les citoyens que nous sommes.

On se dit volontiers, pour justifier un absentéisme associatif, que les problèmes à résoudre sont du domaine de puissance de l'Etat, surtout sur le plan de la mondialisation, qu'ils ne sont pas à notre portée de simples citoyens. Il suffit donc d'élire les hommes d'Etat intègres et désintéressés soucieux avant tout du bien public. Cela ne suffit pas car en démocratie les gouvernements font ce que les citoyens demandent, surtout dans les négociations internationales. J'ai vérifié cela lorsque je faisais partie de la délégation française à l'ONU. Nous y discutons de la décennie pour le développement 1970-1980. Officiellement nos instructions données par le Ministère des Affaires étrangères préconisaient une ouverture dans les débats mais en même temps d'autres instructions disaient de ne pas s'engager dans des décisions lors des négociations. Et cela pour ne pas mécontenter les lobbys puissants dans notre pays et les consommateurs peu amateurs de sacrifices. Des lobbies de consommateurs électeurs ou d'épargnants plus conscients des enjeux nationaux et mondiaux pourraient offrir aux gouvernements des alternatives plus judicieuses et équitables.

A condition que nous soyons cohérents avec nous-mêmes. Ce qui n'est pas toujours le cas il s'en faut. La caricature en est le cadre urbain qui peste contre la pollution atmosphérique et milite pour la lutte contre le réchauffement climatique mais roule dans une circulation dense avec un puissant 4 x 4. Tel qui râle contre les effets de climat refuse de trier ses déchets. Et j'espère vous avoir convaincus qu'une consommation débridée de biens futiles et un placement cupide de notre part sont parmi les principaux moteurs des avaries sociales que sont le chômage, la précarité chez nous et la pauvreté de masse des tiers mondes.

Quand on lit les journaux, les magazines, les livres qui parlent de la crise financière et de la crise économique, on est effaré de la taille exprimée en monnaie des principaux acteurs que sont les banques et les entreprises géantes. L'unité de compte est alors la centaine ou le millier de milliards de dollars ou d'euros, sommes hors de portée de nos imaginations. D'où le doute qui s'instille dans nos esprits : les actions alternatives que nous pouvons mener ont-elles quelques chances d'entamer de telles puissances alors que même les Etats n'y parviennent pas ?

J'aimerais rappeler certains faits à cet égard qui s'avèrent encourageants. J'ai parlé de la Grameen Bank et de son fondateur Mohammad Yunus. Son action a été tout à fait ponctuelle au départ dans un petit canton du Bangladesh. Le microcrédit désormais fait le tour de la planète y compris dans les pays occidentaux. Des associations locales de développement isolées les unes des autres ont fini par faire bloc au niveau mondial et se réunissent périodiquement en forums sociaux regroupant des milliers d'associations où elles confrontent leurs expériences et entretiennent des liens. Le CCFD y est présent chaque fois. Le commerce équitable a commencé dans un tout petit secteur d'Amérique Centrale et il a pris l'essor que l'on sait. Il y a quarante ans avait lieu la première prise de conscience par l'ONU de la menace écologique. Personne n'y croyait et tout le monde a continué de se comporter comme avant. Des savants même niaient qu'il y ait problème. Et les premiers écolos étaient plus pittoresques que crédibles. Désormais la menace écologique a gagné tous les gouvernements et une large part de l'opinion publique.

J'aimerais rappeler à ceux d'entre vous qui êtes baptisés chrétiens que l'Eglise a commencé avec 120 personnes vers l'année trente de notre ère. C'est le chiffre, disent les Actes des Apôtres, de ceux qui se réunissaient pour donner un successeur à Judas. Aujourd'hui un quart de l'humanité se réclame du christianisme. Alors pourquoi désespérer ? Un autre monde est possible.

Le CCFD qui vous invite ce soir a pour vocation et par convention exclusivement pour champ d'action les pays de la pauvreté au titre de l'Eglise de France. La solidarité au sein de l'hexagone est la principale vocation du Secours Catholique. Au sein de notre pays le CCFD informe et suscite la solidarité par l'argent. Le CCFD se trouve ainsi ouvert sur le champ de la mondialisation où il exerce une action multiforme d'aide au développement et de lobbying auprès des instances politiques internationales. Sa force est appuyée sur un ensemble de campagnes de Carême d'autres Eglises, certaines plus riches que celle de France ou plus généreuses.

J'espère avoir convaincu ce soir au moins une personne de revoir ses comportements, ses participations sociales, sa solidarité, notamment avec cette face noire de l'humanité, les pays de la pauvreté. Ce sera mon salaire !

Je vous laisse avec ces quelques mots du Pape Jean-Paul II.

« Je voudrais m'adresser avec simplicité et humilité à tous , hommes et femmes, sans exception, afin que, convaincus de la gravité de l'heure présente et conscients de leur responsabilité personnelle, ils mettent en œuvre - par leur mode de vie personnelle et familiale, par leur usage des biens, par leur responsabilité de citoyens, par leur contribution aux décisions économiques, ainsi que par leur propre engagement sur les plans national et international – les mesures inspirées par la solidarité et par l'amour préférentiel des pauvres qu'exigent les circonstances et que requiert surtout la dignité de la personne humaine, image indestructible de Dieu créateur, image identique en chacun de nous. »